



NEEPAWA

Une terre d'abondance
en pleine croissance
au Manitoba



Neepawa, une communauté rurale des Prairies peuplée d'un peu plus de 6 000 habitants, a longtemps été modelée par ses racines agricoles.

L'autrice Margaret Laurence a rendu ce lieu célèbre avec sa série de romans dont l'action se déroulait à Manawaka, une ville fictive qui s'inspirait de Neepawa et de ses sites et monuments emblématiques, notamment l'ange en pierre du cimetière Riverside. Neepawa n'est toutefois plus la petite ville homogène décrite dans ces histoires. La croissance rapide, les investissements agroalimentaires à grande échelle et l'arrivée de nouveaux résidents venus du monde entier remodelent la communauté, lui conférant un caractère plus diversifié, plus dynamique et plus vivant.

Nommée d'après le mot cri signifiant «terre d'abondance», Neepawa est l'une des communautés du Manitoba dont l'accroissement est le plus rapide. Sa population a augmenté de 70 % au cours des 15 dernières années, une hausse largement due à l'arrivée en 2008 de HyLife, une grande entreprise de production et de transformation de viande de porc. L'expansion ultérieure de l'usine a alimenté la demande de travailleurs et entraîné un afflux de nouveaux résidents, dont beaucoup sont des immigrants philippins. Nombre d'entre eux sont admis dans le cadre du programme fédéral des travailleurs étrangers temporaires, qui fournit la main-d'œuvre nécessaire aux opérations de HyLife et à l'ensemble de l'économie agroalimentaire.

La communauté philippine, en pleine expansion, représente aujourd'hui près de la moitié de la population de Neepawa. Beaucoup sont de jeunes familles qui cherchent à s'y enraciner et à commencer une nouvelle vie. L'augmentation de la population a rendu la ville plus dynamique. Un nouvel hôpital est en cours d'achèvement et une nouvelle caserne de pompiers a récemment ouvert ses portes. Il y a également un nouvel hôtel et un parc à vélos de montagne, une installation innovante de traitement des eaux usées, plusieurs restaurants philippins et un projet de nouvelle école secondaire.

Au fur et à mesure que la ville se développe et se diversifie, elle s'ouvre à de nouvelles perspectives et est confrontée à de nouveaux défis. Nombre de ces difficultés sont déjà bien connues des communautés de l'ensemble du Canada, comme la saturation des systèmes scolaire et de santé, et les coûts élevés de logement. Plus récemment, de nouveaux obstacles se sont dressés. L'économie agroalimentaire de Neepawa, qui est fortement exposée aux pressions du marché mondial, a été affectée par les droits de douane chinois sur les exportations canadiennes de porc et de canola. Bien que les gouvernements aient signalé des progrès en ce qui concerne l'assouplissement de certains irritants commerciaux, les droits de douane sur le porc restent en place, ce qui suscite des inquiétudes quant aux volumes de transformation futurs dans une ville où HyLife est le pilier de l'emploi, de l'immigration et de la croissance économique. Le conflit commercial actuel entre le Canada et les États-Unis ainsi que l'évolution des politiques d'immigration ont également ajouté à l'incertitude du secteur.

Malgré ces défis, l'attitude positive des habitants de Neepawa les aidera à gérer la croissance, à s'adapter au changement et à préserver le bien-être de la communauté.

Le message que l'on retient de nos entretiens avec les membres de la communauté est clair : bien qu'ils soient optimistes et prêts à aller de l'avant, ils ont besoin d'un contrôle local, d'un soutien plus fort de la part des autres niveaux de gouvernement et de ressources qui reflètent les circonstances uniques de la ville. Neepawa est une communauté qui identifie ses besoins et prend des mesures proactives pour y répondre, et lorsque des mesures sont nécessaires, les habitants sont prêts à les mettre en œuvre.



ARRIVÉE DE HYLIFE

[HyLife](#) a démarré ses activités en tant qu'exploitation porcine familiale en 1980, pour devenir aujourd'hui le plus grand producteur et transformateur de porc au Canada et se classer parmi les 15 premiers en Amérique du Nord, selon l'entreprise. Elle produit 3,6 millions de porcs par an et en transforme 3,8 millions dans des usines réparties dans tout le Manitoba. Elle exploite également ses propres meuneries, son réseau de transport et ses services de commercialisation et de distribution. L'entreprise gère aussi plusieurs restaurants au Canada et au Japon.

HyLife arrive à Neepawa en 2008. L'entreprise achète l'usine de Springhill Farms et entreprend une [expansion au coût de 176 M\\$](#), achevée en 2018, qui permet d'augmenter la capacité de traitement de l'usine, de créer des emplois et de stimuler la croissance démographique. L'expansion comprend également de nouveaux bâtiments agricoles et une meunerie à Killarney, près de la frontière entre le Manitoba et les États-Unis. En 2022, des améliorations supplémentaires apportées à l'établissement de Neepawa permettent d'augmenter la production quotidienne à près de 9 000 porcs.

Environ trois quarts de sa production sont exportés vers plus de 20 pays, dont le Japon et la Chine. Selon HyLife, l'entreprise est le plus grand exportateur de viande de porc fraîche et réfrigérée vers les marchés asiatiques.

Un nouveau siège social de 50 000 pieds carrés est construit à Steinbach, à trois heures de route de Neepawa, avec des murs et des matériaux écoénergétiques et des bornes de recharge pour les véhicules électriques. Parmi ses autres initiatives en matière de développement durable, l'entreprise affirme avoir réduit sa consommation annuelle d'eau de plus de 170 millions de litres et s'est associée à Canards Illimités Canada pour améliorer la biodiversité près de ses bâtiments agricoles en plantant des fleurs sauvages et des herbes indigènes.

HyLife emploie environ 1700 personnes à Neepawa, selon le [site Web de la ville](#). [Stella-Jones](#), un fabricant de produits en bois traité sous pression, est un autre employeur d'importance à Neepawa.

La ville est relativement prospère. Le revenu médian des ménages s'élevait à 84 000 \$ en 2021, ce qui est supérieur à la moyenne provinciale. En outre, la ville dispose de nombreux services et de nombreuses installations, comme le nouvel hôpital, que beaucoup de villes de taille comparable pourraient lui envier.

DÉFIS COMMUNAUTAIRES

Pression sur le logement et les infrastructures

L'expansion de HyLife et ses besoins en main-d'œuvre ont apporté de nombreux avantages à Neepawa, notamment une poussée des taux d'emploi et une augmentation de la population. Neepawa est la [troisième collectivité](#) du Manitoba et la treizième du Canada sur le plan de la croissance, avec une population de 5 685 habitants en 2021. Cette année-là, près de la moitié des habitants étaient des immigrants ou des résidents non permanents, soit le double de la moyenne provinciale. Près de 90 % d'entre eux étaient nés aux Philippines.

Un grand nombre des nouveaux arrivants, qui relèvent du [Programme des travailleurs étrangers temporaires](#), ont de jeunes familles, ce qui a ramené l'âge médian de la communauté à 38 ans, un autre atout pour l'économie locale.

Cet afflux a toutefois également entraîné des difficultés. « L'immigration a été le changement le plus important pour la communauté, en raison de l'arrivée et de l'expansion de HyLife », selon Amanda Naughton-Gale, directrice du centre communautaire de l'Armée du Salut à Neepawa et ancienne présidente nationale de Kin Canada, un organisme à but non lucratif. Concernant la mise en place des aides nécessaires pour faire face à la forte augmentation du nombre de nouveaux résidents, elle a ajouté : « Nous sommes encore en retard. »

Marilyn Crewe, agente de développement économique de la Ville de Neepawa, a déclaré que l'afflux de population a entraîné « une hausse de la demande en matière de services de garde, de places dans les écoles, de soins médicaux — tout y passe ».

« Nous avons dépassé la capacité de nos écoles de 275 élèves, et il y a entre 10 et 15 nouvelles personnes qui arrivent dans la communauté toutes les deux semaines », d'après Colleen Synchyshyn, directrice générale de la Ville. « Nous devons réfléchir à la manière de soutenir les écoles, les services de santé et tout autre service. »

« Nous avons réalisé une [étude sur le logement](#) et nous avons découvert que, d'ici 2028, il nous manquera 460 unités résidentielles », a ajouté Mme Synchyshyn.





*La construction du
nouvel hôpital de
Neepawa.*

Ces tendances indiquent qu'il est nécessaire d'augmenter le nombre de maisons individuelles, selon le rapport qui souligne également les difficultés rencontrées par les municipalités pour répondre à la demande de logements. « Au Canada, les municipalités ont généralement peu d'influence, d'autorité ou de capacité financière pour s'attaquer à la question complexe de l'accessibilité du logement », peut-on lire.

Yvonne Sisley, conseillère municipale et directrice du centre culturel local ArtsForward, a réitéré ces réflexions : « Le logement et les infrastructures sont nos plus grands défis », selon elle. La forte demande, associée à une hausse des coûts de construction et à des années d'inflation et de taux d'intérêt élevés, a fait grimper les prix du logement et créé un problème d'abordabilité, selon plusieurs personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenus. Certains parents doivent occuper deux emplois pour joindre les deux bouts. D'autres travaillent en alternance pour équilibrer les responsabilités liées à la garde des enfants.

« Certaines de ces familles ont six ou sept enfants et les parents doivent dénicher des emplois supplémentaires, partager leur logement avec d'autres familles et faire appel à la banque alimentaire locale pour survivre », a déclaré Ilce Pineda, directrice générale de Neepawa and Area Immigrant Settlement Services, un organisme local de soutien aux nouveaux arrivants. Mme Pineda affirme que les gouvernements ne comprennent pas la situation de Neepawa : « Ils réduisent le financement des services d'établissement alors que nos besoins augmentent », déplore-t-elle.



*Ilce Pineda
Directrice générale,
Neepawa and
Area Immigrant
Settlement Services*

Les personnes admises dans le cadre du [Programme des travailleurs étrangers temporaires](#) sont, dans certains cas, liés à un seul employeur. Plusieurs interviewés ont souligné que le fait de quitter leur emploi prématurément pourrait mettre en péril leur statut d'immigrant et que beaucoup n'ont pas accès à un logement ou à des moyens de transport abordables.

Le [nouvel hôpital](#) devrait répondre à une partie de la demande en matière de services médicaux. Avec un chantier lancé en 2022, il générera 130 nouveaux emplois une fois terminé. Il permettra aux habitants d'avoir accès à des soins spécialisés de proximité et comprendra 63 lits d'hospitalisation pour les soins de courte durée, un service des urgences agrandi et des locaux plus spacieux pour la chirurgie, les diagnostics, les soins palliatifs, la chimiothérapie et la dialyse.

Immigration, pénuries de main-d'œuvre et incertitude autour des politiques publiques



Marilyn Crewe
Agente de
développement
économique,
Ville de Neepawa

HyLife attire environ 200 travailleurs internationaux à Neepawa chaque année pour assurer le fonctionnement de ses opérations de transformation de porc, et nombre d'entre eux deviennent des résidents permanents à l'issue de la période de deux ans pendant laquelle ils sont liés à l'employeur. Le nombre de commerces appartenant à de nouveaux arrivants, tels que les restaurants, les boulangeries, les épicerie et les entreprises de services, a plus que doublé au cours de la dernière décennie, créant un carrefour commercial à l'image de l'évolution identitaire de la ville.

L'arrivée de nouveaux travailleurs a été «un cadeau pour la communauté», [s'est réjouie Mme Crewe](#) lors d'un entretien avec les médias.

La croissance de Neepawa est désormais étroitement liée à une immigration continue. Les employeurs affirment qu'en l'absence de programmes d'immigration fiables, ils auraient du mal à pourvoir les postes essentiels dans les secteurs de l'agriculture et de la transformation alimentaire. Par ailleurs, l'arrivée régulière de nouveaux arrivants augmente la pression sur les logements, les écoles, les services de garde et les services d'aide à l'installation.

Ces préoccupations se sont intensifiées à la suite de changements dans la politique d'immigration. [En janvier 2025](#), le contingent du Programme des candidats du Manitoba a baissé de 50% par rapport à 2024, pour atteindre 4750 candidatures. Les employeurs ruraux ont qualifié cette réduction de déstabilisante. Cependant, [en octobre](#), Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a accordé au Manitoba 1489 candidatures supplémentaires, pour un total de 6239 pour 2025.



Dans une entrevue, Cam Dahl, directeur général du Manitoba Pork Council (Conseil canadien du porc), a décrit Neepawa comme «un excellent exemple de développement communautaire», notant que l'immigration a joué un rôle central dans le maintien de la main-d'œuvre et de l'économie locales. «Des gens viennent des Philippines pour travailler chez HyLife. Ils créent ensuite leur propre entreprise et quelqu'un d'autre reprend leur poste.»

Tout en reconnaissant les pressions exercées sur le logement dans les grands centres urbains, M. Dahl a souligné qu'en matière d'immigration, une approche unique visant à réduire la pression sur les grandes villes du Canada pourrait aggraver les pénuries de main-d'œuvre dans des régions telles que le Manitoba rural.

[M. Dahl a également fait valoir](#) que la prévention et le contrôle des épidémies dans le secteur de l'élevage dépendent d'un personnel qualifié, citant les expériences de gestion de maladies, telles que la diarrhée épidémique porcine, qui ont déjà causé des pertes économiques considérables. Il explique que le manque de main-d'œuvre rend la prévention des maladies et la conduite d'élevage plus difficiles et augmente la pression opérationnelle.

Les organismes du secteur de la transformation partagent ces préoccupations. [René Roy](#), président du Conseil canadien du porc, notait en 2024 que les plafonds sur le nombre de travailleurs étrangers temporaires nuisent de manière disproportionnée aux usines de transformation rurales, déclarant que «chaque emploi non pourvu dans nos bâtiments agricoles, dans nos usines de transformation et dans notre chaîne d'approvisionnement a des répercussions considérables sur les zones rurales, car le Canada ne compte pas suffisamment de personnes vivant dans ces régions pour occuper ces emplois».

L'expérience de Neepawa révèle donc un paradoxe : l'immigration contribue à la pression sur le logement et les services, mais elle est essentielle à la durabilité des industries qui assurent la viabilité de la communauté. La gestion de cet équilibre restera l'un des défis les plus pressants à Neepawa.

Droits de douane et pressions du marché

L'agriculture occupe une [place centrale](#) dans l'économie manitobaine. Elle représentait 7 % du PIB provincial en 2024, et Neepawa n'y fait pas exception. Cette industrie est effectivement le principal moteur économique de la ville. Il y a plus de [95 entreprises d'oléagineux et de céréales](#) dans la région, en plus des exploitations d'élevage de bétail et de volaille. Et enfin, il y a HyLife.

Les droits de douane américains sur l'acier et sur d'autres produits canadiens ont fait la une des médias. Mais c'est aux tarifs douaniers d'un autre pays que sont surtout confrontés HyLife ainsi que d'autres exportateurs canadiens de porcs. Après la mise en œuvre par le Canada d'une surtaxe de 100 % sur les véhicules électriques chinois en 2024, la Chine a répliqué en appliquant des [droits de douane de 25 %](#) sur le porc, le poisson et les fruits de mer canadiens, et de 100 % sur l'huile de canola, la farine de canola et les pois en 2025.

En 2024, les exportations canadiennes de farine de canola vers la Chine étaient évaluées à 920,9M\$, et celles d'huile de canola, à 21M\$. Les exportations de viande de porc se sont élevées à 468,6M\$. Pour une communauté comme Neepawa, où les champs de canola dominent le paysage et où HyLife Foods est de loin le plus grand employeur de la ville, ces chiffres reflètent des enjeux locaux directs.



Toutefois, dans le cadre de l'accord de principe préliminaire annoncé par le premier ministre Mark Carney à la [mi-janvier 2026](#), le Canada s'attend à ce que la Chine réduise les droits de douane sur les graines de canola canadiennes à environ 15 % d'ici le 1^{er} mars 2026. De plus, elle devrait exempter la farine de canola, les pois et certains produits de la mer des droits antidiscriminatoires applicables à compter du 1^{er} mars 2026 jusqu'à la fin de l'année. L'entente [ne lève pas encore les droits de douane](#) de 25 % sur le porc canadien qui, au moment de la rédaction du présent texte, restent en place pendant que les discussions se poursuivent.

[Chris White](#), PDG du Conseil des viandes du Canada, a averti en avril 2025 que « les droits de douane imposés par la Chine auront des répercussions considérables sur l'emploi et la production, ce qui pourrait entraîner des licenciements massifs, voire des fermetures d'entreprises. Cette situation est dévastatrice, non seulement pour les transformateurs de viande, mais aussi pour les milliers de travailleurs et les communautés qui dépendent d'eux ».

[René Roy](#), président du Conseil canadien du porc, a évoqué les mêmes préoccupations en soulignant que les producteurs « font face à des difficultés tarifaires dont ils ne sont pas responsables » et que les mesures récentes ne reconnaissent que partiellement que les producteurs de porcs « ont été touchés par des décisions qui n'ont rien à voir avec la qualité de nos produits ».

Cam Dahl a déclaré qu'il ne sera pas facile de réorienter les expéditions. « Il n'est pas possible de prendre un conteneur destiné à la Chine et de l'expédier au Mexique. Ce n'est pas comme ça que ça fonctionne », a-t-il déclaré au [Winnipeg Free Press](#).

Pour les producteurs de Neepawa, les risques varient selon les produits. Les exportateurs de canola pourraient bénéficier d'un meilleur accès au marché chinois si l'entente est mise en œuvre comme prévu, mais entre-temps, ils restent exposés à l'incertitude commerciale et à la volatilité des prix. En revanche, les exportateurs de porc demeurent soumis à des droits de douane de 25 % qui, selon les groupes industriels, risquent de réduire les marges et les volumes d'exportation au fil du temps. La [pénurie de main-d'œuvre](#), déjà préoccupante dans l'industrie porcine, pourrait s'aggraver à long terme si les opérations sont réduites en raison des droits de douane. Les producteurs avertissent que les travailleurs qui quitteraient le secteur pourraient être difficiles à remplacer.

Dans une entrevue, Dahl a souligné que cette incertitude s'inscrit dans le cadre d'une évolution plus large vers le protectionnisme commercial qui expose en permanence les secteurs dépendant des exportations. « Le monde devient de plus en plus protectionniste, ce qui pose un problème », a-t-il affirmé. « Ce n'est pas pour rien que nous avons un marché nord-américain intégré. » Le Canada [exporte chaque année des millions de porcs vivants](#) vers les États-Unis, ce qui témoigne de la forte dépendance du secteur porcin à l'égard du commerce transfrontalier et de sa capacité limitée à réorienter les expéditions d'animaux vivants vers d'autres marchés.

Le Conseil manitobain du porc a demandé à plusieurs reprises l'élaboration d'une stratégie commerciale nationale et coordonnée pour riposter aux droits de douane. Dans une [déclaration en 2025](#), le Conseil soulignait le fait que de nombreux agriculteurs estiment que l'agriculture est reléguée au second plan des priorités fédérales, bien qu'elle emploie 2,3 millions de Canadiens. Face à la montée du protectionnisme à l'échelle mondiale, l'organisme a demandé au gouvernement fédéral de créer, en collaboration avec les exportateurs, un groupe de travail chargé d'élaborer un plan stratégique pour répondre aux tarifs douaniers. « L'objectif principal du groupe de travail devrait être d'établir un plan clair pour préserver l'intégration du marché nord-américain en matière de produits agricoles et alimentaires, et d'éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires dans le monde entier », réclamait le Conseil dans un communiqué.

À son avis, ce groupe de travail devrait répondre à trois questions : comment le Canada peut-il atténuer les répercussions des droits de douane sur les exportations agricoles et alimentaires ? Quel est le plan stratégique pour éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires sur ces produits ? Et quel est le plan stratégique pour diversifier des marchés ?

[Chris Davison](#), président-directeur général du Conseil canadien du canola, a averti que les droits de douane « auront des conséquences dévastatrices pour sur les producteurs de canola et pour l'ensemble de la chaîne de valeur ».



Les deux paliers de gouvernements ont réagi. Dans un communiqué de presse, le [gouvernement fédéral](#) notait que le secteur agricole est confronté à de nombreux obstacles, notamment les droits de douane chinois, l'incertitude commerciale avec les États-Unis et les maladies animales comme la peste porcine africaine. Le gouvernement fédéral a insisté sur ces pressions dans le [budget 2025](#), notant que les producteurs exercent leurs activités dans des «conditions de marché défavorables» et qu'ils ont besoin d'outils de gestion des risques plus performants.

Pour aider les agriculteurs à gérer ces pressions, le gouvernement fédéral a proposé d'élargir Agri-stabilité, un programme fédéral de gestion de risques pour le secteur agricole, en augmentant ses taux de rémunération et en majorant le plafond des paiements pour l'année de programme 2025.

Le gouvernement fédéral a également rouvert les financements disponibles grâce aux programmes Agri-marketing, Agri-compétitivité et Agri-diversité, dans le cadre du [Partenariat canadien pour une agriculture durable](#), afin de contribuer à l'expansion des marchés d'exportation. En outre, Financement agricole Canada accorde 1 G\$ en nouveaux prêts par l'intermédiaire du [Programme de soutien à la clientèle en cas de perturbations commerciales](#) afin d'atténuer les difficultés financières.

Le budget fédéral 2025 annonçait de nouvelles mesures pour soutenir le secteur :

- 75M\$ sur cinq ans pour Agri-marketing afin d'accroître la diversification des marchés;
- 97,5M\$ sur deux ans pour augmenter temporairement les limites sans intérêt dans le cadre du Programme de paiements anticipés (jusqu'à 500 000 \$ pour les avances sur le canola et 250 000 \$ pour tous les producteurs en 2025);
- 372 M\$ sur deux ans pour un Incitatif à la production de biocarburants, destiné à stabiliser la production nationale de biodiesel et de diesel renouvelable;
- des modifications en cours au Règlement sur les combustibles propres afin de soutenir la compétitivité du secteur des biocarburants au Canada.

Au niveau provincial, le premier ministre Wab Kinew a annoncé au printemps 2025 un [appui ciblé de plus de 150 M\\$](#), dont 10 M\$ pour égaler le financement fédéral d'Agri-stabilité et 140,8M\$ destinés à des programmes comme Agri-assurance et Agri-investissement ainsi qu'à l'indemnisation des dommages causés par la faune. Le budget 2025 de la province comprend également une provision de 100M\$ pour parer à de futures perturbations commerciales, ce qui porte le soutien total de la province à plus de 250 M\$.

Les pressions tarifaires pourraient également entraîner des répercussions sur d'autres entreprises à Neepawa et dans les environs. La Chambre de commerce du district de Neepawa a mené une enquête auprès de ses membres en mars 2025 et constaté que nombre d'entre eux envisageaient de se développer sur de nouveaux marchés, de diversifier leurs offres de produits et de s'approvisionner davantage auprès de sources canadiennes.

Vers une agriculture à faibles émissions

Les producteurs agricoles de Neepawa sont également confrontés à une autre pression : l'accélération de la transition vers une agriculture produisant moins d'émissions.

L'agriculture est le secteur le plus émetteur au Manitoba, étant responsable de [33% des émissions de gaz à effet de serre](#) de la province. À Neepawa, la chaîne de valeur du porc



illustre la manière dont les émissions sont réparties entre les opérations. La production et la transformation porcines génèrent des gaz à effet de serre d'abord en raison du chauffage des bâtiments agricoles, de la gestion du fumier, de l'utilisation de combustibles sur place et de l'utilisation quotidienne des parcs de véhicules; ensuite à cause de la demande d'électricité pour la réfrigération, le fonctionnement des meuneries et des chaînes de transformation; et finalement du fait de la production d'aliments, de la fabrication d'engrais, du séchage des récoltes, du transport par camion des animaux vivants et de la distribution des produits finis.

Étant donné que HyLife exploite l'un des systèmes de production porcine les plus intégrés verticalement de l'Ouest canadien, ses émissions proviennent d'un réseau régional de bâtiments agricoles, de producteurs et de transporteurs. La concentration de l'emploi à Neepawa dans l'usine HyLife signifie que les changements politiques, tarifaires ou dans le marché qui affectent le secteur porcin pourraient toucher Neepawa plus intensément que d'autres régions.

Les dirigeants locaux ont systématiquement relevé que les communautés rurales supportent les coûts de la transition économique sans être pleinement incluses dans l'élaboration des politiques qui en sont à l'origine. Il est essentiel de veiller à ce que Neepawa fasse explicitement partie de la stratégie de transition du Manitoba vers la carboneutralité, non seulement en matière de gestion des émissions, mais aussi en ce qui concerne la préservation des emplois, la pérennisation des fermes en amont et le soutien de la viabilité à long terme de l'une des économies rurales les plus importantes de la province.

Bien que la taxe sur le carbone ait suscité une forte opposition, le contexte politique a changé le [1^{er} avril 2025](#), lorsque le gouvernement fédéral a éliminé la tarification du carbone pour les consommateurs. La [Fédération canadienne de l'agriculture](#) s'est réjouie de la suppression de la taxe, la qualifiant de «soulagement pour les agriculteurs», mais a averti que les producteurs ont toujours besoin de soutien pour adopter des technologies plus propres et faire face à l'augmentation des coûts.

Les [stratégies d'atténuation](#) du secteur de l'agriculture du Manitoba comprennent un soutien aux pratiques de gestion bénéfiques (PGB) pour minimiser ou éliminer les risques environnementaux au moyen de programmes tels que le [Partenariat canadien pour une agriculture durable](#), qui implique les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Ces initiatives misent sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'augmentation de la séquestration du carbone dans le sol, la conservation de l'eau et la lutte contre les

effets des changements climatiques grâce à des projets dans les exploitations agricoles et des initiatives relatives aux bassins versants. Les agriculteurs et les gestionnaires des terres peuvent demander une partie du soutien financier de [221 M\\$](#) que le gouvernement du Manitoba s'est engagé à verser pour encourager des initiatives agricoles stratégiques, telles que la mise en œuvre de PGB.

Impératif de croissance

Les habitants de la région de Neepawa estiment que le gouvernement n'en fait pas assez pour soutenir les agriculteurs et pour atténuer les difficultés auxquelles ils sont confrontés, non seulement pour réduire les émissions, mais aussi pour réagir à d'autres changements fondamentaux dans le secteur agricole.

L'une des difficultés est la pression intense exercée en faveur de l'expansion, car les coûts croissants rendent l'agriculture à petite échelle de plus en plus difficile.

« Avec la hausse du prix des équipements, du combustible, des ressources, de la taxe carbone et des fluctuations des prix des matières premières on ne peut pas survivre en restant petit — il faut se diversifier et prendre de l'ampleur », selon Mike Webb, ancien directeur des ventes en succursale de Rocky Mountain Equipment, un fournisseur de machinerie agricole.

« L'agriculture est passée d'une situation où chacun possédait un quart [de section de terre] et le gérait comme une petite entreprise familiale, à une véritable industrie où chaque écrou et chaque boulon sont comptabilisés », a-t-il ajouté. Selon le [recensement de l'agriculture](#) de 2021, 64 % des exploitations agricoles de la division de recensement où se trouve Neepawa sont de grandes exploitations de plus de 400 acres.

S'efforçant de suivre le mouvement vers un modèle de grande entreprise, les agriculteurs risquent de s'épuiser face à la difficulté d'équilibrer leurs finances en fonction d'une machinerie lourde et d'une main-d'œuvre adéquate. Cette transition a également un coût personnel, a fait remarquer M. Webb : « On perd le côté romantique de l'agriculture. »

Alors que le passage à l'agriculture à grande échelle à Neepawa est à la fois source de nouvelles perspectives et de tensions, un soutien accru est nécessaire pour assurer la viabilité à long terme des producteurs, qui doivent composer avec la hausse des coûts, les effets des changements climatiques et la transition vers une économie à faible émission de carbone.

Transport des personnes et des marchandises

Sise à l'intersection des autoroutes 16 et 5, le long de la ligne ferroviaire du Canadien Pacifique-Kansas City, Neepawa est idéalement située à proximité de Brandon et de Winnipeg, les deux plus grandes villes du Manitoba. Les habitants décrivent cette zone comme la plaque tournante d'une grande région agricole, attirant les échanges commerciaux d'une vaste région environnante.

Pour la grande industrie et l'agriculture, le [camionnage et le transport par rail](#) sont au cœur des opérations. Pour les habitants de la région, la voiture est le principal mode de transport, et peu d'autres options existent.



Flordeliz Bokingkito
Gestionnaire
des services à
l'emploi, Westlake
Employment Skills
and Services Centre

« Les transports en commun sont inexistant à Neepawa », déplore Mme Naughton-Gale. « Il n'y a pas de liaisons par autobus depuis Brandon ou Winnipeg » et il n'y a pas d'autre moyen de voyager « à part la voiture, qui coûte cher ».

Il est donc difficile pour les travailleurs sans voiture de se rendre à l'usine HyLife, située en périphérie de la ville, et d'accéder à d'autres emplois, notamment dans les fermes environnantes.

De nombreuses familles possèdent plus d'un véhicule, selon Mme Naughton-Gale. « Il est étonnant de voir combien de personnes, au sein d'une même famille, ont chacune une voiture. »

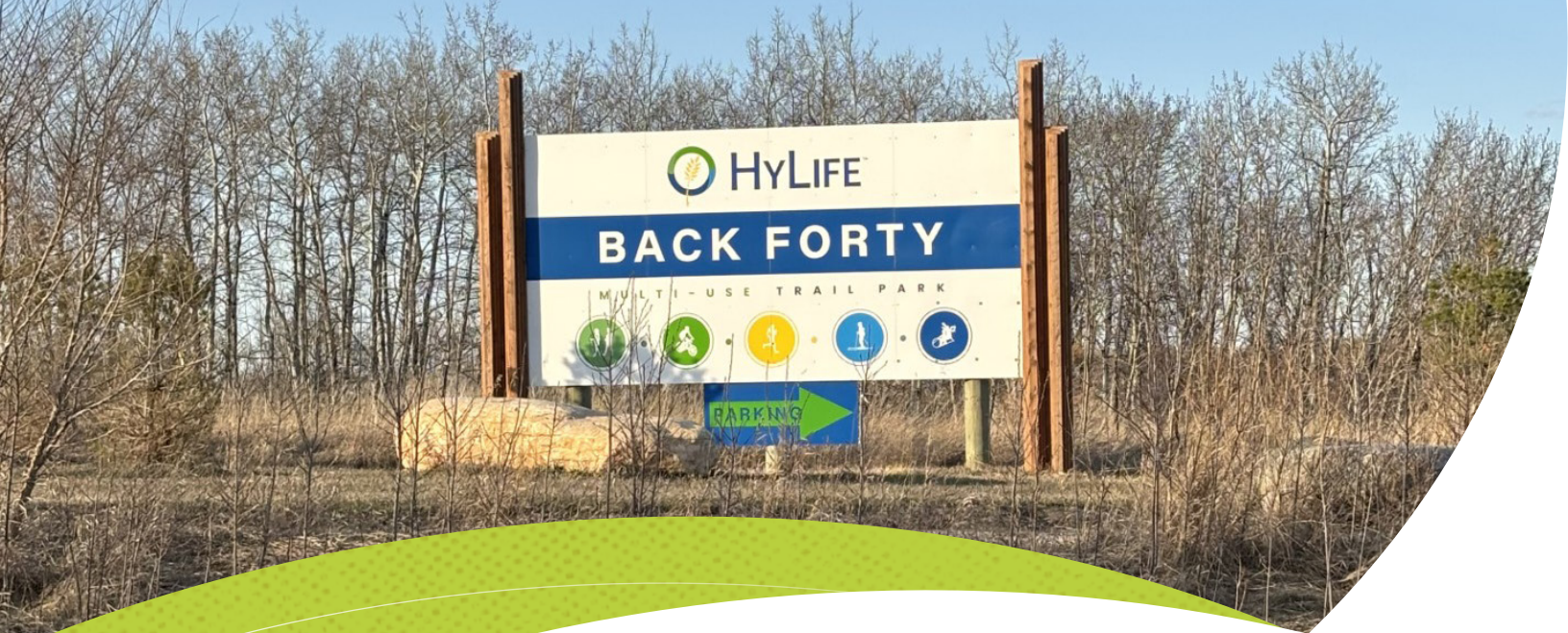
Ceux qui n'ont pas les moyens de se payer une voiture finissent par faire du covoiturage ou par manquer des occasions de travail ou de formation. « Le transport est un grand défi pour les nouveaux arrivants », d'après Flordeliz Bokingkito, gestionnaire des services à l'emploi au Westlake Employment Skills and Services Centre. « Il y a une demande de main-d'œuvre dans les exploitations agricoles, mais les nouveaux arrivants ne peuvent pas y accéder. »

L'administration municipale de la Ville juge que la sensibilisation est nécessaire pour encourager les résidents à explorer d'autres options de transport, comme le transport actif ou le covoiturage. Bien que les participants se soient montrés ouverts et optimistes quant aux solutions à faibles émissions, ils ont indiqué n'avoir pas encore trouvé d'options fiables pour les déplacements longue distance et qui fonctionnent bien par -40 °C.

« Pour ce qui est des véhicules électriques, lorsque les communautés sont éloignées les unes des autres, comme c'est le cas dans la plupart des régions du Canada, mais surtout dans les Prairies, il est plus difficile de faire le saut », pense Marilyn Crewe, agente de développement économique de Neepawa. « Il y a deux entreprises qui ont des bornes de recharge dans notre communauté, mais la distance demeure un problème. »

Plusieurs participants aux entrevues partageaient cette hésitation à l'égard des véhicules électriques, en s'appuyant sur des expériences personnelles ou partagées avec d'autres résidents.





Le programme de transport adapté Handi Transit de Neepawa est disponible pour emmener les personnes à mobilité réduite à leurs rendez-vous médicaux, mais les personnes interviewées nous ont dit que la demande dépasse souvent l'offre. En 2023, un petit autobus transportant des personnes âgées [est entré en collision](#) avec un camion semi-remorque près de Carberry, tuant 17 passagers et en blessant 8 autres. Cet événement a rendu certains membres de la communauté réticents à utiliser ce service.

POINTS FORTS DE LA COMMUNAUTÉ

Bien que la croissance rapide de Neepawa ait engendré de nombreuses difficultés, elle a également été bénéfique. De nombreux participants aux entrevues voyaient le multiculturalisme de la ville comme un atout majeur de la communauté.

« Notre communauté a évolué au point de compter près de 50% de Philippins, en raison des travailleurs étrangers qui ont immigré à Neepawa pour travailler chez HyLife. Nous sommes très diversifiés sur le plan culturel », a déclaré Colleen Synchyshyn, directrice générale de la Ville. « Nous avons dû nous adapter considérablement ici. »

« Historiquement, nous étions une ville de 3 500 habitants, mais nous avons connu une croissance spectaculaire depuis 2011. Ce qui est très positif pour une communauté rurale », a ajouté Marilyn Crewe. « Ce ne sont pas seulement les travailleurs qui viennent travailler chez HyLife, mais aussi les conjoints et leurs familles. Nous disposons ainsi d'une main-d'œuvre que d'autres communautés rurales n'ont pas, ce qui offre à Neepawa de très bonnes perspectives d'emploi qualifié dans tous les secteurs. »

« Les gens et les entreprises sont prêts à célébrer le changement à Neepawa », a renchéri Jennifer Wiebe, ancienne administratrice de la Chambre de commerce de Neepawa et du district. « Il s'agit d'une province très innovante et pionnière. »



**Colleen
Synchyshyn**
Directrice générale,
Ville de Neepawa

Les nouveaux arrivants ont également contribué à remodeler la ville en apportant une population plus jeune, ce qui a stimulé la croissance commerciale dans tous les secteurs. Ainsi, l'administration municipale a élaboré des plans novateurs et tournés vers l'avenir.

« Notre succès à Neepawa tient en partie au fait que nous n'attendons pas que d'autres prennent les devants et proposent des solutions à notre croissance. Autrement, nous aurions des décennies de retard. Nous choisissons simplement d'aller de l'avant », a déclaré Mme Synchyshyn. « Nous effectuons désormais une grande partie de notre travail à l'interne et nous essayons de réintégrer tous les coûts et tous les revenus dans le budget municipal plutôt que d'augmenter les impôts ou de contracter des emprunts. C'est un choix que nous avons fait pour éviter de mettre trop de poids sur les épaules du contribuable local. »

Malgré les limites propres à une communauté rurale du Manitoba dont la population est encore relativement faible, la Ville a réussi à construire une caserne de pompiers et à moderniser d'autres infrastructures. La Ville a aussi attiré des investissements provinciaux qui ont entre autres permis de construire le nouvel hôpital et de doter l'école secondaire d'une nouvelle aile réservée au cycle intermédiaire. Les participants ont également souligné que la croissance rapide de Neepawa a aussi eu des effets positifs sur les communautés voisines de Minnedosa, Gladstone et McCreary.

Certains de ces projets intègrent des stratégies innovantes de réduction des émissions. Par exemple, la dernière mise à jour de l'installation de traitement des eaux usées a intégré un système mécanique de rejet en continu pour réduire les gaz à effet de serre et la consommation d'énergie.

Mme Synchyshyn a expliqué que le système n'était pas conçu selon un processus standard, avec approbation du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Manitoba : « Il a fallu beaucoup de démarches auprès des autorités et de réunions, ainsi qu'un projet pilote de six mois pour prouver au ministère que ce modèle de traitement des eaux usées répondait aux normes en vigueur au Manitoba. » La première phase du projet a été réalisée en 2020-2021, et la deuxième devait être terminée à la fin de



2024, selon une ordonnance de 2023 du [Conseil des eaux et des eaux usées de Neepawa](#). La Fédération canadienne des municipalités a approuvé un prêt de 4,3 M\$ pour le projet, [soulignant son potentiel d'innovation](#). Cependant, les retards dus à la pandémie de COVID-19 ont prolongé le délai, ce qui a permis à la Ville d'absorber les coûts dans son budget sans avoir besoin d'un prêt.

L'administration s'est également efforcée de créer un vaste couvert végétal, une caractéristique de la ville qui suscite souvent les éloges des visiteurs. Chaque année, [Neepawa plante des milliers d'arbres et veille activement à l'entretien de ceux déjà présents](#), tout en sensibilisant la communauté à leur valeur environnementale dans les Prairies.

L'usine HyLife contribue également activement au dynamisme communautaire de la ville et a constitué un moteur essentiel de la croissance démographique locale. Son importance en tant que grand exportateur international de produits porcins lui a permis d'obtenir [des subventions provinciales et fédérales destinées aux infrastructures](#) afin de soutenir les activités de HyLife, mais aussi de desservir la ville.

Avec une population de plus de [15 000 habitants](#), la région de Neepawa s'est également développée pour devenir un important carrefour commercial et un point d'accès aux parcs et aux lacs voisins, comme [le parc national du Mont-Riding](#).

PERSPECTIVES

Formation

Brian Hedley, maire de Neepawa et directeur général de la coopérative Neepawa-Gladstone, a joué un rôle de premier plan dans la promotion des initiatives locales de reconversion professionnelle et dans le développement de la formation en milieu rural, notamment par la rénovation d'un bâtiment pour en faire le centre de formation de Neepawa. Le programme de soins infirmiers du Collège Assiniboine a été le premier locataire du centre de formation.

M. Hedley [a déclaré](#), lors d'une conférence de presse organisée à l'occasion de l'ouverture du centre en 2024, que l'objectif est d'élargir les programmes offerts par le centre afin de pallier les pénuries de main-d'œuvre dans d'autres secteurs et industries.



Brian Hedley
Maire de Neepawa
et directeur général
de la coopérative
Neepawa-Gladstone

En entrevue, il a souligné l'importance d'offrir l'éducation directement dans les zones rurales plutôt que d'obliger les habitants à déménager. Il a aussi fait remarquer que l'investissement local dans la préparation à l'emploi et le développement des compétences est essentiel pour aider les entreprises et les travailleurs à prospérer dans une économie en mutation. « Nous voulons poursuivre le développement de l'offre de formation en milieu rural ici, en particulier pour les nouveaux immigrants dont la capacité de déplacement est limitée », a-t-il dit.

Le programme de soins infirmiers du Collège Assiniboine sera de nouveau offert en 2027. Lors d'une séance d'information tenue en juin 2025, les participants étaient préoccupés par les exigences relatives aux compétences linguistiques, les préalables scolaires et les aides financières. Surmonter ces difficultés en travaillant avec des partenaires du secteur postsecondaire aidera le centre à améliorer le recrutement et la rétention dans le secteur de la santé, puisque la formation locale augmente la probabilité que les infirmières restent dans la communauté.

Transport actif et carburants renouvelables

Neepawa vise à réduire les émissions dues aux trajets domicile-travail en tirant parti de son réseau de sentiers et d'espaces verts interconnectés pour promouvoir le transport actif.

Selon le recensement de 2021, 90 % des habitants de Neepawa se déplaçaient en voiture. Une enquête menée en 2019 pour le Plan directeur régional des loisirs a révélé que 92 % des personnes interrogées souhaitaient une amélioration des espaces de loisirs, la marche étant l'activité préférée. La Ville a donc élaboré un plan décennal de transport actif (TA), publié en janvier 2024.

Elle vise ainsi à améliorer les déplacements à pied et à vélo vers des destinations clés, conformément à la Stratégie nationale de transport actif du Canada, une initiative fédérale visant à promouvoir la création et l'utilisation de sentiers, de pistes et d'aménagements cyclables.

L'énoncé de vision du plan de TA est que Neepawa devienne « un leader régional en matière de transport actif [...] où les visiteurs peuvent apprécier les aménagements cyclables et pédestres de calibre mondial de Neepawa le long de la vallée de la rivière et dans l'ensemble de la communauté ».

« L'un des éléments de ce plan consiste à relier le centre de Neepawa à HyLife afin de réduire les déplacements quotidiens de plus de 1000 véhicules vers l'usine », a déclaré Mme Naughton-Gale.

Yvonne Sisley, conseillère municipale, a précisé que « la Ville intégrera les transports actifs dans les plans de tous les nouveaux projets, tels que les ensembles résidentiels, le nouvel hôpital et les routes ».

La sensibilisation au transport actif et à ses avantages a été identifiée comme un élément clé de la réussite du plan. Des membres du personnel de l'administration municipale nous ont indiqué qu'il est particulièrement important de s'engager auprès des membres de la communauté pour comprendre les besoins des différentes cultures de la ville en matière de transport actif.

L'adoption des véhicules électriques a été plus lente dans l'Ouest canadien que dans d'autres régions, car les températures froides et les longues distances à parcourir posent des difficultés particulières. Lors des entretiens, les habitants ont déclaré qu'ils ne considéraient pas les véhicules électriques comme une solution prometteuse. Ils considèrent plutôt les carburants renouvelables comme une réponse réaliste, offrant la possibilité de réduire les émissions et d'aider à la transition de la main-d'œuvre.

« Plus nous passerons aux carburants renouvelables, comme le diesel renouvelable et l'éthanol, plus nous contribuerons à changer les choses », pense M. Hedley.

Federated Co-operatives Ltd, qui exerce ses activités dans l'Ouest du Canada sous le nom de Co-op, gère le [complexe de raffinerie Co-op](#) à Saskatoon, [l'une des plus grandes raffineries de pétrole au Canada](#). Les carburants renouvelables sont au cœur de la [feuille de route énergétique](#) de la coopérative, un plan qui prévoit d'investir 4 G\$ dans de nouveaux projets d'énergie verte, notamment une usine de biodiesel à Regina et une installation de captage du carbone dans une raffinerie d'éthanol et de pétrole à Belle Plaine, en Saskatchewan. Le calendrier de mise à disposition de ces carburants dans les 160 coopératives indépendantes de l'Ouest canadien, y compris à Neepawa et Gladstone, n'a pas encore été annoncé, mais l'initiative pourrait être une aubaine pour les producteurs d'oléagineux de la région.

La consommation globale d'énergie du Manitoba est étroitement réglementée par la province par l'intermédiaire de Manitoba Hydro, une société d'État chargée de la distribution de l'électricité et du gaz naturel.

Les participants aux entretiens ont déclaré qu'ils considéraient le Manitoba comme une province à faible émission de carbone, 98 % de son [électricité](#) étant générée à partir de sources renouvelables, principalement l'hydroélectricité. Ils ont noté que les technologies vertes, notamment l'énergie solaire, éolienne et géothermique, devraient faire l'objet de plus nombreuses initiatives.

Cependant, malgré une production importante d'énergie renouvelable, les combustibles fossiles dominent le [bilan énergétique du Manitoba](#) : les combustibles fossiles représentent 41 % de la consommation d'énergie de la province, et le gaz naturel, 29 %

« Regardons les choses en face : l'Ouest du Canada fonctionne aux combustibles fossiles, et ce depuis toujours, de sorte que [la transition vers une économie à faibles émissions de carbone] nous donne l'occasion de réduire notre empreinte. Cela impliquera des changements au niveau des produits et de la formation dont les gens auront besoin », a estimé M. Hedley.

Le maire entrevoit des débouchés prometteurs pour les travailleurs dans les domaines des carburants renouvelables, de l'hydrogène et de l'énergie électrique, et souligne l'importance de la formation locale pour aider les travailleurs, en particulier ceux qui occupent des emplois peu qualifiés, à s'orienter vers de nouvelles perspectives.

Construction durable et efficacité énergétique

La croissance est une priorité alors que la Ville aménage des terrains et met à jour des infrastructures vieillissantes. Ces projets ouvrent la voie à des pratiques de construction durable et à une meilleure efficacité énergétique, même si l'abordabilité reste une préoccupation majeure.



«Nous avons dû apporter des changements considérables à nos politiques de construction dans la communauté pour pouvoir songer à des maisons modulaires et à des minimaisons», a expliqué M. Hedley. «Nous constatons, avec notre population immigrée, que les gens ne peuvent pas arriver en ville et acheter une maison de 350 000 à 400 000 \$. Nous devons essayer de viser des logements autour de 200 000 \$. Selon les normes habituelles, cela ne permet pas d'obtenir une maison très confortable, et c'est donc sur ce point que nous travaillons. L'objectif reste de rendre ces constructions aussi efficaces que possible sur le plan énergétique.»

M. Hedley a ajouté que la mise à jour des documents de planification offre aux communautés confrontées à des problèmes de logement abordable la possibilité d'intégrer des technologies d'économie d'énergie susceptibles de réduire les coûts d'exploitation et d'améliorer les conditions de vie. Les subventions accordées par les paliers supérieurs de gouvernement pour soutenir les entreprises de construction durable pourraient faciliter davantage ces rénovations, en aidant les communautés à construire de manière durable.

Mme Naughton-Gale, de l'Armée du Salut, pense que de meilleures incitations ou des remboursements de taxe pour les rénovations liées à l'efficacité énergétique de la part des gouvernements provinciaux ou fédéral seraient utiles, en particulier pour les personnes dont la capacité financière est limitée.

«De nombreuses personnes habitent des maisons anciennes qui ont besoin d'être rénovées pour les rendre plus efficaces sur le plan énergétique, mais il faut de l'argent, là encore. Beaucoup sont donc contraints de reporter les travaux ou de les réaliser dans la mesure de leurs moyens.»

En outre, Mme Naughton-Gale a souligné que beaucoup de membres de la communauté sont locataires. Elle se demande comment de tels programmes pourraient les dédommager pour des rénovations énergétiques visant à améliorer leurs conditions de vie.

PERSPECTIVES COMMUNAUTAIRES

L'augmentation de la population de Neepawa a eu des effets positifs, mais a aussi amené son lot de difficultés. Les personnes interrogées ont déclaré que la communauté s'est montrée globalement accueillante et bienveillante à l'égard des nouveaux arrivants. Elles reconnaissent

que HyLife a besoin de travailleurs et que Neepawa a besoin de HyLife. Les membres de la communauté philippine sont reconnus pour leur esprit de voisinage et leur grande éthique de travail. Lorsqu'un barrage voisin s'est rompu en 2020 et que de nombreuses maisons ont été inondées, ils se sont mobilisés pour aider à les protéger avec des sacs de sable.

À leur arrivée, les nouveaux arrivants bénéficient de l'aide des services d'établissement. Il existe notamment un programme visant à leur fournir des manteaux d'hiver usagés. Martha Credo-Timbal, représentante des services à la clientèle au Westlake Employment Skills and Services Centre, a déclaré que «les écoles locales mettent en place un système de jumelage entre les élèves de longue date et les nouveaux venus, afin d'accueillir chaleureusement ces derniers et de les soutenir».



**Martha
Credo-Timbal**
Représentante des
services à la clientèle,
Westlake Employment
Skills and Services
Centre

Les entreprises locales qui avaient autrefois du mal à trouver du personnel se réjouissent de la disponibilité des travailleurs. Et plusieurs Philippins ont ouvert leur propre entreprise, notamment [des restaurants et des boulangeries](#), pour servir la population philippine croissante.

Pour une communauté relativement petite, Neepawa offre de nombreuses commodités, un facteur que plusieurs personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenus ont attribué à l'attitude positive de la ville. «Quand il manque quelque chose, on s'efforce d'agir plutôt que de se plaindre», a déclaré Mme Synchysyn. Certains l'ont attribué au travail acharné du personnel de la Ville, du conseil municipal et du maire.

«Neepawa agit de manière réfléchie et progressive», d'après Bill Hogan, directeur général de Community Futures Westman. «De nombreuses communautés ne comprennent pas ce qu'est le développement économique. Elles se concentrent sur l'entretien des routes de gravier et les nids-de-poule.»

Wayne Kelly, directeur de l'Institut de développement rural de l'Université de Brandon, voit Neepawa comme un modèle de réussite, même si la communauté reste confrontée à des défis courants en matière de diversification économique. Ces défis incluent un manque





d'accès aux ressources et aux compétences nécessaires pour gérer les programmes, les politiques et les projets économiques et commerciaux, souvent peu adaptés aux réalités des communautés rurales. Le développement économique rural va de pair avec la création de milieux de vie sains : « Qu'est-ce qui vient en premier? La création d'une communauté ou la création d'entreprises? Les deux sont essentielles en région rurale », a précisé M. Kelly.

Pour encourager le développement économique, [Community Futures Westman](#), une organisation communautaire financée par le gouvernement fédéral qui offre des services de financement et de développement d'entreprise aux entrepreneurs et aux collectivités du sud-ouest du Manitoba, pense qu'elle pourrait accomplir davantage si elle était en mesure d'accorder des subventions et des prêts et si elle disposait de sources de financement plus permanentes. « L'une des premières questions que nous posent les petites entreprises est de savoir si nous avons des subventions », a dit son directeur général, Bill Hogan.

Le personnel de Community Futures Westman a évoqué la possibilité d'un retour du [Secrétariat rural](#), un programme fédéral aboli en 2013 qui coordonnait les programmes ruraux, soutenait la recherche sur les enjeux affectant le Canada rural et promouvait les intérêts des régions rurales.

« Ce qui rend les programmes de développement des collectivités si précieux, c'est que nous faisons partie intégrante de la communauté et que nous en comprenons les défis et les perspectives », a déclaré Wendy Petersen, analyste du développement communautaire chez Community Futures Westman.

Vers une réduction des écarts entre les politiques rurales et urbaines

Les participants ont largement exprimé leur confiance dans la capacité d'adaptation de la ville. Le changement est ancré dans l'identité de Neepawa. Beaucoup se disent moins préoccupés par les nouvelles politiques gouvernementales en soi que par la façon dont elles sont conçues et appliquées. Ils ont notamment évoqué les décisions en matière d'immigration, les politiques relatives au climat et aux émissions ainsi que les programmes de logement, en faisant valoir que les approches uniformes négligent souvent les contraintes et les capacités des régions rurales.

« Il faut cesser d'appliquer uniformément les politiques à l'échelle du pays, car la réalité rurale est totalement différente de celle des villes », d'après Yvonne Sisley.

« Les communautés doivent participer davantage », a ajouté Mme Naughton-Gale. « Les solutions uniformes ne fonctionnent pas. Chaque région au sein d'une même province est unique. »

Les habitants des communautés rurales ont souvent l'impression que les décideurs politiques des centres urbains ne tiennent pas compte des enjeux spécifiques auxquels ils sont confrontés. L'infrastructure constitue un point particulièrement sensible. Selon [l'Association des municipalités du Manitoba](#), un tiers des principales infrastructures municipales de la province sont dans un état passable ou mauvais, compte tenu du fait que les municipalités gèrent « 60 % de l'infrastructure manitobaine, bien qu'elles perçoivent moins de 10 cents par dollar d'impôt ». Ce décalage contribue à la méfiance que les communautés comme Neepawa éprouvent à l'égard des solutions proposées, en particulier celles qui semblent peu pratiques ou irréalistes dans le contexte local.

Rodney White, directeur du [Whitemud Watershed Conservation District](#), qui comprend la région de Neepawa, a souligné l'importance de la consultation publique et d'une approche axée sur les solutions. « Il est impossible de satisfaire tout le monde, c'est pourquoi il faut s'assurer que les gens sont conscients de la situation. Parlez aux experts sur le terrain qui ont des solutions. »

Il a insisté sur la nécessité d'anticiper les conséquences des nouvelles politiques et de se pencher sur les problèmes dès le départ. « La clé est de s'assurer que les nouvelles informations ne sortent pas de nulle part », toujours selon M. White. « Qu'ils s'agisse d'organiser des assemblées générales, des séances d'information ou de communiquer clairement des informations dans le journal local, la transparence et l'engagement sont essentiels. »

Démonstration des avantages tangibles

Qu'il s'agisse de réduire les émissions ou de diversifier les échanges, les actions gouvernementales doivent présenter des avantages clairs et mesurables pour les entreprises, notamment en ce qui concerne le retour sur investissement.

Comme l'a souligné M. Webb, les producteurs agricoles de cette région sont poussés à fonctionner comme de grandes entreprises, ce qui les rend particulièrement sensibles aux résultats financiers. Pour eux, la décision d'adopter de nouvelles technologies ou méthodes repose sur les avantages économiques évidents qu'elles offrent. Si une initiative n'améliore pas la productivité ou ne réduit pas les coûts d'une manière qui justifie l'investissement, elle ne sera pas retenue.

Les projets pilotes sont considérés comme un outil essentiel qui offre aux résidents une occasion à faible risque de voir comment les initiatives à faibles émissions de carbone peuvent être intégrées dans leurs activités.

Mme Naughton-Gale a souligné l'importance de présenter des résultats tangibles. « Les gens ont besoin qu'on leur montre qu'une [politique ou un programme] fera la différence. Montrez-nous en quoi ça peut avoir un effet réel à la fin de l'année, et alors nous l'envisagerons comme une option. »

Collaboration plutôt que division politique

Dans le climat politique actuel, l'accent devrait être mis sur la collaboration afin de régler efficacement les problèmes urgents qui pèsent sur les communautés, d'après les personnes interrogées. Ces dernières ont cité les querelles politiques, en particulier entre les gouvernements provinciaux et fédéral, comme une distraction inutile qui s'ajoute aux défis déjà compliqués auxquels les communautés rurales sont confrontées pour faire avancer de nouvelles initiatives.

Comme M. Webb l'a précisé, les groupes politiques et communautaires ont tendance à se concentrer trop étroitement sur les intérêts des particuliers, ce qui peut nuire à l'intérêt collectif. « Il ne faut pas se concentrer uniquement sur vous ou votre groupe, mais bien sur la communauté », croit M. Webb, selon qui il est primordial de considérer les défis dans une perspective plus large.

Mme Naughton-Gale renchérit en soulignant les effets néfastes d'une querelle politique perpétuelle. « Les politiciens et les politiciennes doivent faire fi de leur ego », pense-t-elle, insistant sur la nécessité de privilégier la collaboration plutôt que la partisanerie. « Le débat est important. Il est essentiel de poser des questions difficiles pour s'assurer que nous nous engageons dans la meilleure voie possible. Mais cela ne doit pas être un obstacle au progrès. »

Expertise locale, clé du changement en agriculture

Les conséquences des changements climatiques se font de plus en plus sentir dans les Prairies, en particulier chez les producteurs agricoles, qui constituent une part importante de la main-d'œuvre de Neepawa.

Brian Hedley, le maire, qui a grandi sur une ferme à Hamiota, près de Neepawa, a été aux premières loges pour constater ce changement : « Depuis mon enfance, le climat a changé ici. » Autrefois rares, les tornades et les orages violents sont plus fréquents et peuvent entraîner des pertes de récoltes.



M. Hedley s'est empressé d'affirmer que le climat est imprévisible et qu'il n'existe aucun moyen simple de le contrôler. La lutte contre les émissions est nécessaire, mais n'est pas l'unique solution. Selon lui, la clé du succès réside dans un mélange d'efforts d'atténuation, de connaissances locales et de technologies innovantes pour aider les producteurs à s'adapter.

Les solutions ne viendront pas d'en haut — elles doivent émaner des personnes qui connaissent le mieux le territoire. « Les agriculteurs et les propriétaires fonciers sont ceux qui comprennent vraiment ce qui fonctionnera et ce qui ne fonctionnera pas », a déclaré M. Hedley. Il est essentiel de nouer le dialogue avec ceux qui vivent et travaillent sur le territoire si l'on veut réaliser de réels progrès.

Mike Webb, anciennement chez Rocky Mountain Equipment, estime que la collaboration est essentielle. Il a présenté une approche de partenariat entre les gouvernements, le secteur privé et les concepteurs de moteurs spécialisés pour créer des machines spécialisées, comme les moteurs à hydrogène, qui réduisent les émissions et les coûts d'exploitation. Rendre ces technologies abordables et accessibles aux agriculteurs, dont beaucoup sont déjà à bout de ressources, reste un obstacle majeur, a-t-il fait remarquer.

Pour que ces technologies soient adoptées massivement, elles doivent être testées dans des conditions réelles, par les producteurs qui les utiliseront. Les agriculteurs et les éleveurs qui manipuleront ces machines peuvent donner leur avis sur les prototypes. Ce n'est qu'après cette rétroaction que ces dispositifs pourront être affinés et adaptés aux besoins des producteurs locaux. M. Webb considère cette approche comme une solution pratique pour la transition dans le secteur agricole.

La gestion de l'eau est une autre question urgente, car les précipitations imprévisibles deviennent la norme. « Nous avons eu la chance d'avoir dans notre région de nombreux producteurs désireux de participer à des projets de rétention de l'eau », a dit M. White, qui travaille avec des producteurs locaux sur des projets de gestion de l'eau.

Toutefois, l'absence d'incitations financières pour les producteurs impliqués dans ces projets peut freiner la participation. Bien que des programmes manitobains, tels que le [Growing Outcomes in Watersheds](#) et le [Prairie Watersheds Climate Program](#) offrent un soutien, un effort accru de sensibilisation est nécessaire pour garantir une participation plus large des producteurs et une meilleure accessibilité.

Urgence d'un financement des infrastructures

Un thème récurrent dans nos conversations avec les membres de la communauté était le besoin critique d'un meilleur financement, surtout pour les projets d'infrastructure essentielle, comme les routes et les réseaux de transport actif.

Les municipalités, en particulier celles qui se trouvent dans des communautés en pleine croissance comme Neepawa, doivent composer avec d'importants obstacles pour créer et gérer l'infrastructure nécessaire à une transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Alors que les gouvernements provinciaux et fédéral sont souvent considérés comme des partenaires clés dans cette transition, les participants ont exprimé leur frustration quant à l'insuffisance du soutien offert.



Neepawa s'efforce d'augmenter ses recettes fiscales en attirant davantage d'entreprises, mais les coûts liés à l'expansion et à l'entretien des infrastructures sont écrasants.

Au début de l'année 2025, le conseil municipal de Neepawa a confirmé qu'il avait déposé une demande auprès du gouvernement fédéral dans le cadre du [Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement](#) pour couvrir les coûts d'un projet d'ensemble résidentiel, révélant ainsi les pressions croissantes auxquelles la municipalité est confrontée en matière d'infrastructures. Le budget fédéral de novembre 2025 a annoncé que le [Fonds pour bâtir des collectivités fortes](#) prévoyait investir 51G\$, ce qui pourrait également permettre à Neepawa de recevoir un soutien financier.

La conseillère Yvonne Sisley a mentionné que, même s'il existe des subventions pour diverses initiatives, il est toujours difficile d'obtenir un financement pour des projets de première nécessité, comme la réparation du réseau routier. La détérioration des routes, a-t-elle fait remarquer, est une préoccupation largement répandue dans tout le Manitoba.

Un soutien plus important aux infrastructures de Neepawa et d'autres municipalités rurales permettrait non seulement d'attirer plus facilement les promoteurs, mais aussi d'ouvrir la voie à la mise en œuvre de stratégies à faibles émissions de carbone. Mme Sisley a cité le succès du projet de traitement des eaux usées à haut rendement énergétique de Neepawa comme preuve qu'avec un financement adéquat, les municipalités peuvent être des chefs de file de l'économie.

La Ville a également exprimé le besoin d'un financement plus accessible et plus équitable pour des projets comme celui du plan de transport actif. Les programmes de subvention provinciaux et fédéraux qui n'offrent pas un financement à hauteur d'au moins 50% ont suscité une certaine frustration.

Mme Sisley et Mme Crewe ont toutes deux souligné que, bien que leur communauté soit tournée vers l'avenir et ouverte aux nouvelles idées, le financement demeure une préoccupation majeure.

Denis Saquet, directeur des opérations de la Ville de Neepawa, a demandé un modèle de financement plus équilibré, couvrant à la fois le secteur des services publics et le secteur général. Il a expliqué que de nombreuses subventions fédérales et provinciales sont réservées à un seul de ces secteurs, alors que les projets d'infrastructure nécessitent souvent un financement couvrant les deux. Si une ville ne dispose pas de fonds suffisants

pour couvrir ces coûts, elle ne peut pas construire d'infrastructures de qualité. La simplification du processus de demande et l'élimination des exigences restrictives ont également été considérées comme essentielles pour permettre aux municipalités de consacrer leur temps à des tâches utiles plutôt qu'à des formalités bureaucratiques.

CE QU'IL FAUT FAIRE

Le message clé qui est ressorti de nos conversations est que les initiatives provinciales et fédérales de transformation économique doivent tenir compte des réalités locales. Même si la communauté est prête au changement, elle se méfie des approches verticales qui négligent les réalités rurales.

Les besoins en matière d'infrastructures et de logement font partie des principales difficultés de la communauté. Bien qu'il y ait un fort engagement local pour intégrer des stratégies à faibles émissions de carbone dans les initiatives de développement, les résidents ont souligné que le succès dépendait d'un financement adéquat, de programmes de formation accessibles et d'une participation active de la communauté.

Pour les producteurs agricoles, la collaboration avec le gouvernement et les entreprises du secteur privé, comme les fabricants de machinerie agricole, est essentielle pour s'adapter à l'évolution des conditions du commerce et du marché. Cette collaboration est également primordiale pour répondre aux pressions financières qui pèsent sur les producteurs en raison des effets des changements climatiques et des contraintes liées à l'agrandissement des exploitations.

Pour que la transition vers une économie à faibles émissions soit une réussite, les habitants de Neepawa ont insisté sur le fait que la communauté devait montrer l'exemple. Cela signifie qu'il faut veiller à ce que les parties prenantes locales aient leur mot à dire dans la planification et la prise de décisions. Bien que l'aide extérieure soit la bienvenue, les habitants jugent que les projets à faibles émissions doivent commencer par une consultation et un consensus locaux.

Voici les questions que les résidents et les dirigeants locaux que nous avons interrogés estiment devoir être abordées :

- Contrairement à de nombreuses autres communautés rurales et isolées, Neepawa fait face à une augmentation rapide de la population, qui entraîne une demande immédiate de logements, de services de garde, de services médicaux et d'aides à l'établissement. Les dirigeants locaux ont affirmé que le défi n'était pas seulement de construire de nouvelles infrastructures, mais aussi de financer les services permanents qui accompagnent la croissance, tels que les places en milieu scolaire, le personnel de santé et la capacité d'accueil et d'établissement des nouveaux arrivants. Les municipalités qui connaissent une expansion rapide ont besoin d'un soutien opérationnel plus fiable et d'un meilleur accès au financement des infrastructures essentielles à la construction de logements, afin que les services puissent être adaptés à la population.
- Les producteurs agricoles et porcins de Neepawa sont affectés par les représailles tarifaires de la Chine, les changements dans les politiques fédérales d'immigration et la relation commerciale incertaine avec les États-Unis. Les groupes industriels

demandent donc au gouvernement fédéral de créer un groupe de travail conjoint entre le gouvernement et l'industrie pour coordonner les mesures d'allègement à court terme, développer une stratégie d'accès au marché pour supprimer les barrières tarifaires et non tarifaires, et accélérer le processus de diversification des exportations pour les produits de base touchés.

- Les pénuries de main-d'œuvre en agriculture créent des risques pour les activités et la biosécurité. Les représentants de l'industrie ont fait remarquer que ces pénuries persistantes rendent plus difficiles la gestion des risques de maladie, le maintien des opérations dans les bâtiments agricoles et la prévention des fermetures. Pour réduire ces vulnérabilités, le gouvernement et l'industrie doivent collaborer sur des stratégies de rétention et de stabilisation de la main-d'œuvre qui garantissent que les bâtiments agricoles peuvent respecter les normes de biosûreté requises.
- Les communautés rurales se heurtent à des difficultés uniques. Les paliers supérieurs de gouvernement devraient offrir un financement sur mesure et des programmes flexibles qui répondent à leurs besoins. Certaines communautés ont suggéré le retour du Secrétariat rural ou d'un organisme similaire pour coordonner les programmes et soutenir la recherche sur les enjeux qui les concernent.
- Obtenir un financement pour réparer des infrastructures vieillissantes peut s'avérer difficile pour les petites communautés. Il est essentiel de simplifier les processus bureaucratiques afin de faciliter l'accès des communautés aux ressources nécessaires.
- Les communautés rurales et de petite taille doivent trouver des moyens de soutenir le développement des compétences locales et veiller à ce que des programmes de formation soient accessibles. Le programme de soins infirmiers du Collège Assiniboine, offert à Neepawa, pourrait servir de modèle à d'autres programmes locaux de formation.
- L'agriculture est le secteur qui émet le plus de gaz à effet de serre au Manitoba. Les solutions communautaires permettant aux habitants de piloter leur propre transition vers un avenir à faibles émissions devraient être une priorité.
- Comme beaucoup d'autres petites communautés au Canada, les habitants de Neepawa n'ont pas accès à des transports collectifs abordables, ce qui peut compliquer la tâche de ceux qui n'ont pas de voiture pour se rendre au travail ou à des rendez-vous médicaux. Élargir les options de transport devrait être une priorité pour les gouvernements.
- Sous la pression d'une transition vers des structures agricoles de grande envergure, les petits producteurs ont besoin d'aide pour gérer l'augmentation des coûts, les répercussions du climat, les pressions tarifaires et la transition vers une économie à faibles émissions.

À PROPOS DU PROFIL

L'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP) a conçu une méthodologie pour mesurer l'exposition des communautés aux crises de main-d'œuvre suscitées par la lutte planétaire contre les changements climatiques. Cette méthodologie utilise trois indices pour noter et classer les divisions de recensement de tout le pays. D'après leur classement, les divisions de recensement sont réparties entre six groupes selon un niveau d'exposition variant de « pas exposé » à « le plus exposé ».

Les trois indices sont les suivants : exposition des grands émetteurs (émissions des grandes installations par rapport à la taille de la communauté), exposition à l'intensité (taux d'emploi dans les secteurs à forte intensité d'émissions) et exposition des marchés (taux d'emploi dans les secteurs dont le marché international est appelé à se transformer).

Cette analyse est illustrée par une carte interactive élaborée de concert avec le Programme de données communautaires du Réseau canadien de développement économique. Elle est accessible sur le site de l'IRPP (<https://irpp.org/fr/transformations-communautaires/>), avec une description détaillée de la méthodologie utilisée ainsi qu'une analyse complémentaire sur les conséquences de l'exposition aux droits de douane américains.

En complément de cet exercice de cartographie, l'IRPP a dressé le profil de 10 communautés du pays en menant une série d'entrevues avec les gens qui y vivent et y travaillent. La plupart des communautés retenues sont situées dans les divisions de recensement les plus exposées, mais d'autres ont été choisies en raison de projets à venir ou d'expériences antérieures. Les profils visent à couvrir diverses régions du pays et formes d'activités économiques. Ces instantanés ont pour but d'enrichir la réflexion sur les défis et perspectives des communautés, en plus de faire connaître le point de vue de leurs résidents.

Neepawa, au Manitoba, figure parmi les communautés retenues. Elle a été choisie en raison de la concentration d'emplois dans l'industrie alimentaire, et en particulier dans l'usine de porc HyLife. Neepawa et les communautés environnantes sont sensibles aux politiques ou aux droits de douane qui entraînent des conséquences sur l'agriculture et la production agroalimentaire.

The Energy Mix a réalisé les entrevues avec des membres de la communauté de Neepawa. La vice-présidente de la recherche de l'IRPP, Rachel Samson, s'est aussi rendue sur place pour rencontrer des dirigeants locaux.

Ci-dessous, nous détaillons l'analyse du niveau d'exposition de la division de recensement n° 15, où est située Neepawa. Cette division couvre plus de 8740 kilomètres carrés et comprend des communautés comme celle de Minnedosa. Les autres données non utilisées dans l'analyse, comme les changements démographiques, le taux de chômage et les caractéristiques démographiques des travailleurs, sont tirées du recensement de 2021. Le nombre d'installations est tiré du Registre des entreprises de Statistique Canada de juin 2020.

Pour toute question sur le profil ou l'analyse, prière de contacter : communitytransformations@irpp.org.

Division de recensement

Division n° 15, Manitoba



Indice maximal

Plus exposée



Exposition à l'intensité

Plus exposée (dans les premiers 2 à 5 % des divisions de recensement)



Exposition des grands émetteurs

La moins exposée (sous la moyenne)



Exposition des marchés

La moins exposée (sous la moyenne)

Recensement de 2021



23 304
Population

9 %
Changement depuis
2016



11 360
Workforce

5,1 %
Changement depuis
2016

Taux

Taux de chômage

Division de
recensement

4,4 %

Province

8,3 %

Participation

63 %

64,4 %



Toutes les industries

Toutes les industries	Revenu médian	Plus de 45 ans	Sans études postsecondaires	Nombre d'installations	Nombre de grandes installations (> 200 travailleurs)
11360	46 000 \$	45 %	50 %	1004	4

Secteurs exposés

Toutes les industries	Revenu médian	Plus de 45 ans	Sans études postsecondaires	Nombre d'installations	Nombre de grandes installations (> 200 travailleurs)
1675	52 616 \$	24 %	57 %	44	1

Secteur n° 1 | Fabrication d'aliments

Toutes les industries	Revenu médian	Plus de 45 ans	Sans études postsecondaires	Nombre d'installations	Nombre de grandes installations (> 200 travailleurs)
1490 (13 %)	51 600 \$	20 %	56 %	8	1

Secteur n° 2 | Transport par camion

Toutes les industries	Revenu médian	Plus de 45 ans	Sans études postsecondaires	Nombre d'installations	Nombre de grandes installations (> 200 travailleurs)
185 (1,6 %)	60 800 \$	60 %	68 %	36	0

Ce profil communautaire est publié dans le cadre du projet Transformations communautaires de l'IRPP. Il a été rédigé par The Energy Mix et l'IRPP. La révision linguistique de la version anglaise originale a été effectuée par Rosanna Tamburri avec l'assistance de Dena Abtahi et Abigail Jackson. L'analyse des données a été effectuée par Ricardo Chefec, la correction d'épreuves par Anne-Laure Brun, la coordination éditoriale par Étienne Tremblay, la production par Chantal Létourneau, la gestion de la publication par Prasanthi Vasanthakumar et la direction artistique par Anne Tremblay. Les photos ont été réalisées par Silas et Rachel Samson.

Le projet Transformations communautaires a été financé en partie par la Fondation McConnell et Vancity. Fermement attaché à son indépendance éditoriale, l'IRPP conserve le plein contrôle du contenu de toutes ses publications.

La version originale de ce texte est parue sous le titre *Neepawa : Manitoba's Fast Growing "Land of Plenty."* Maxime Goldstyn en a assuré la traduction.

Pour citer ce document :

Institut de recherche sur les politiques publiques. (2026). *Neepawa: une terre d'abondance en pleine croissance*. Institut de recherche sur les politiques publiques. <https://doi.org/10.26070/bsjd-qm95>

REMERCIEMENTS

Nous remercions les personnes suivantes d'avoir pris le temps de partager avec nous leurs idées et leurs expériences :

- Flordeliz Bokingkito, gestionnaire des services à l'emploi, Westlake Employment Skills and Services Centre
- Martha Credo-Timbal, représentante des services à la clientèle, Westlake Employment Skills and Services Centre
- Marilyn Crewe, agente de développement économique, Ville de Neepawa
- Cam Dahl, directeur général, Manitoba Pork Council
- Thea Duka, adjointe de direction et agente d'emploi, Neepawa and Area Immigrant Settlement Services
- Brian Hedley, maire, Ville de Neepawa, et directeur général, coopérative Neepawa-Gladstone
- Bill Hogan, directeur général, Community Futures Westman
- Wayne Kelly, directeur, Institut de développement rural, Université de Brandon
- Amanda Naughton-Gale, directrice des services à la communauté, Armée du Salut de Neepawa, membre locale et ancienne présidente nationale, Kin Canada
- Wendy Petersen, analyste du développement communautaire, Community Futures Westman
- Ilce Pineda, directrice générale, Neepawa and Area Immigrant Settlement Services
- Denis Saquet, directeur des opérations, Ville de Neepawa
- Yvonne Sisley, directrice, ArtsForward, et conseillère municipale, Ville de Neepawa
- Kara Sylvester, coordinatrice de la gestion du patrimoine, Ville de Neepawa
- Colleen Synchyshyn, directrice générale, Ville de Neepawa
- Mike Webb, ancien directeur des ventes en succursale, Rocky Mountain Equipment
- Jennifer Wiebe, ancienne administratrice, Chambre de commerce de Neepawa et du district
- Rodney White, directeur, Whitemud Watershed Conservation District



INSTITUT
DE RECHERCHE
EN POLITIQUES
PUBLIQUES

INSTITUTE
FOR RESEARCH
ON PUBLIC
POLICY

L'IRPP contribue à l'amélioration des politiques publiques en produisant des recherches et des analyses approfondies qui éclairent le débat sur les grands enjeux auxquels sont confrontés les Canadiens et leurs gouvernements.

The IRPP seeks to improve public policy in Canada by generating research, providing insight and influencing debate on current and emerging policy issues facing Canadians and their governments.

Pour commander ce document ou demander la permission de l'utiliser ou de le reproduire, veuillez communiquer avec l'IRPP.

IRPP
1470, rue Peel, bureau 200
Montréal (Québec) H3A 1T1
Téléphone : 514 985-2461
Télécopieur : 514 985-2559
Courriel : irpp@irpp.org